



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 10, n°2 | Juillet 2019

Le paysage comme instrument de gouvernance territoriale

---

# Pour une approche compréhensive et pluraliste de l'évaluation des territoires nourrie de chiffres et de lettres

*Evaluation of territories : the need for a comprehensive and pluralist approach*

Anne Le Roy et Fiona Ottaviani

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/14635>

DOI : [10.4000/developpementdurable.14635](https://doi.org/10.4000/developpementdurable.14635)

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

Association DD&T

### Référence électronique

Anne Le Roy et Fiona Ottaviani, « Pour une approche compréhensive et pluraliste de l'évaluation des territoires nourrie de chiffres et de lettres », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 10, n°2 | Juillet 2019, mis en ligne le 15 juillet 2019, consulté le 19 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/14635> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.14635>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 mars 2020.



*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

# Pour une approche compréhensive et pluraliste de l'évaluation des territoires nourrie de chiffres et de lettres

*Evaluation of territories : the need for a comprehensive and pluralist approach*

Anne Le Roy et Fiona Ottaviani

---

- 1 Dans un contexte de développement de l'évaluation à l'échelle locale (Bourdin, 2010) inscrit dans un mouvement d'évolution générale des modalités de l'intervention publique via la contractualisation et la prise en compte de la dimension territoriale<sup>1</sup>, la prédominance des « mesures d'impacts » dans le champ des politiques publiques et des administrations publiques fait débat<sup>2</sup>. De fait, la production de ces mesures, issues de travaux d'économistes destinés à quantifier une relation causale, tend à devenir l'alpha et l'oméga pour « évaluer » une politique publique. Or, cette assimilation révèle la confusion entre « évaluation » et « mesure » des résultats imputables à la politique évaluée. Elle marque aussi le développement d'une approche de l'« évaluation » métrique et a-spatiale loin d'une évaluation compréhensive<sup>3</sup> (Maffesoli, 1985), utile à la décision, mobilisant des « chiffres et des lettres » – selon l'expression de Bernard Perret (2014 : 33). C'est à cette controverse que cet article entend participer en interrogeant l'assimilation entre cette métrique et l'évaluation.
- 2 Après vingt ans de recours croissant à l'« évaluation » d'impacts<sup>4</sup>, les outils mobilisés se sont perfectionnés et affinés. Toutefois, les connaissances ainsi produites ne permettent pas de révéler les mécanismes qui sous-tendent l'impact mesuré. Nous considérons que la finalité de l'évaluation est de comprendre les effets de l'action publique : qu'apporte, par exemple, la mesure de la performance des collèges en réseaux d'éducation prioritaire au regard de celle des autres collèges ? Est-elle assimilable à une évaluation de la politique d'éducation prioritaire si elle mesure sans expliquer les écarts observés (Bablet *et al.*, 2014) ? De même, peut-on considérer que les nouvelles « évaluations » nationales aux entrées dans un nouveau cycle d'apprentissage

fondées sur une mesure individuelle des connaissances puissent permettre d'apprécier les effets de la politique éducative nationale ? Cela est loin d'être évident et interpelle.

- 3 Alors que les mesures d'impacts – qui sont de plus en plus issues d'économistes – tendent à devenir la référence, la relégation de la dimension compréhensive de l'évaluation, nous conduit à revisiter deux éléments-clés au cœur du débat auquel nous souhaitons participer : 1) Évaluer, de quoi parle-t-on ? ; 2) Comment évaluer les politiques publiques pour révéler et expliquer les effets qu'elles suscitent ?

## 1. Évaluer : de quoi parle-t-on ?

- 4 En France, lorsqu'on cherche à définir l'évaluation des politiques publiques, on a fréquemment recours à la définition proposée dans le Décret du 18 novembre 1998 en considérant que : « L'évaluation d'une politique publique a pour objet d'apprécier l'efficacité de cette politique en comparant ses résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en œuvre »<sup>5</sup>. Si cette définition semble, aujourd'hui, assez consensuelle, elle constitue *in fine*, la synthèse des précédentes et se dote d'une finalité exprimée dans la circulaire qui suivra : aboutir à un jugement partagé (cf. encadré 1).

### Encadré 1. Définitions de l'évaluation

1) « Évaluer une politique, c'est reconnaître et mesurer ses effets propres », rapport du plan dit rapport Deleau 1985 (Deleau, 1985).

2) « Évaluer une politique, c'est former un jugement sur sa valeur », rapport Viveret, 1989.

3) « L'évaluation d'une politique publique a pour objet de rechercher si les moyens juridiques administratifs ou financiers mis en œuvre permettent de produire les effets attendus de cette politique et d'atteindre les objectifs qui lui sont assignés », art.1, décret du 22 janvier 1990 relatif à l'évaluation des politiques publiques<sup>6</sup>.

4) « L'évaluation d'une politique publique a pour objet d'apprécier, dans un cadre interministériel, l'efficacité de cette politique en comparant ses résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en œuvre », art.1, décret du 18 novembre 1998<sup>7</sup>.

5) « L'évaluation d'une politique publique consiste à comparer ses résultats aux moyens qu'elle met en œuvre, qu'ils soient juridiques, administratifs ou financiers et aux objectifs initialement fixés. Elle doit aboutir à un jugement partagé sur l'efficacité de cette politique et non à la simple vérification du respect des normes administratives ou techniques », circulaire du 28 décembre 1998<sup>8</sup>.

- 5 Au vu de ces définitions, évaluer, c'est questionner pour éclairer les enjeux, la logique et les mécanismes activés. L'objet de l'évaluation est, comme le souligne la Société française d'évaluation dans le premier paragraphe de sa charte, « de produire des connaissances sur les actions publiques, notamment quant à leurs effets, dans le double but de permettre aux citoyens d'en apprécier la valeur et d'aider les décideurs à en améliorer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence et les impacts ». Dans cette perspective, reprenant les mots de Bernard Perret, l'évaluation est une « démarche d'intelligence collective, plus qu'une technique de mesure » (Perret, 2016 : 47) et elle ne peut être réduite aux chiffres. Or, ce réductionnisme quantitativiste tend à se généraliser et n'est pas neutre. Il est associé à différentes dérives : réification de

l'objet évalué, naturalisation des indicateurs et perte du pouvoir explicatif des évolutions.

## 1.1. Quand évaluer devient mesurer l'impact

- 6 L'activité analytique destinée à évaluer une politique, conduit à questionner pour informer et former les acteurs concernés. La démarche de construction collective de connaissances est centrée sur l'appréhension des mécanismes sous-tendant les effets observés de la politique publique. Dès lors, estimer le nombre d'emplois susceptibles d'avoir été générés par la politique de réduction du temps de travail et la loi sur les 35 heures est une information intéressante et utile à son évaluation. Mais cette mesure ne peut résumer à elle seule l'évaluation du dispositif étudié. Il importe en effet d'apporter des éléments susceptibles d'expliquer ces résultats : comment, par qui et pour qui ces emplois ont-ils été créés ? Renseigner un tableau d'indicateurs listant des dépenses engagées et décrivant la situation des quartiers de la politique la ville, ce n'est pas l'évaluer. L'évaluation ne peut, de fait, être réduite à une simple mesure des coûts et des effets des politiques, ou confondue avec une pratique d'audit, avec un contrôle, avec le suivi des politiques publiques ou encore avec le pilotage de l'action... À notre sens, l'évaluation est un processus collectif impliquant les parties prenantes, construit en fonction du contexte et de l'objet évalué et destiné à révéler les changements suscités tout en cherchant à les expliquer et à révéler leur « valeur ».
- 7 Découle de ces éléments de définitions, qu'évaluer est une opération complexe à l'instar de toute « valuation », c'est-à-dire d'attribution d'une valeur à un objet ou à une action (Dewey, 2008). Or, comme le révèle le sommaire des revues « étoilées »<sup>9</sup>, la tendance consistant à réduire l'évaluation à la mesure s'est largement implantée dans le paysage académique. En effet, les évaluations ayant le plus de rayonnement « scientifique », sont issues d'économistes rattachés à des laboratoires renommés (Institut des Politiques Publiques, Centre de recherche en économie et statistique et Paris School of Economics) et sont majoritairement consacrées à des mesures d'impacts via différents types d'outils :
  - Le calcul économique afin d'estimer le nombre d'emplois créés par euro public engagé ou non perçu, par exemple suite à la réduction du taux de TVA pour les restaurateurs (Benzarti et Carloni, 2018) ;
  - La modélisation, via l'économétrie, qui développe des outils permettant de simuler les emplois générés suite à la baisse des charges patronales (Barlet *et al.*, 2010) ;
  - L'expérimentation afin de révéler, en comparant par exemple les performances scolaires de deux populations d'élèves, l'efficacité des internats d'excellence (Behaghel *et al.*, 2013) destinés à regrouper des collégiens et lycéens prometteurs ne bénéficiant pas d'un environnement propice aux études ;
  - L'*Evidence based policy* qui mesure l'effet d'une politique et considère cette mesure comme une preuve pouvant déboucher sur sa validation ou son invalidation. Cela est de plus en plus utilisé dans les politiques de développement, de lutte contre la pauvreté, de la justice ou d'éducation.
- 8 Or, si ces résultats quantifiés produisent une information utile pour l'évaluation, ils ne peuvent être assimilés à cette dernière. L'évaluation a certes besoin de données, mais elle ne peut se résumer à celles-ci, faute d'éléments explicatifs l'accompagnant. Il

importe alors de préciser la nature des informations générées par les mesures d'impacts et la place de ces résultats dans une démarche évaluative.

## 1.2. Que produisent ces « évaluations » d'impact ?

- 9 Ces « évaluations » cherchent à décrire et à mesurer des « faits » et des « réalités » simplifiés. Cette simplification en soi n'est pas un problème, puisque toute théorisation est une simplification. Ce qui s'avère davantage problématique ici est la naturalisation des cadres et catégories d'analyse et des méthodes utilisées en toile de fond pour « mesurer » les « faits ». Cette naturalisation consiste, par exemple, en la reprise systématique d'outils d'analyse économétriques ou statistiques semblables, sans questionner la portée axiologique des techniques. Or, le processus même d'agrégation des indicateurs choisis importe grandement sur le résultat final obtenu, comme en témoigne toute la discussion actuelle sur la construction des indices dans le champ de la littérature sur le développement. Autre exemple, l'hétérogénéité des effets du traitement pose problème pour les études basées sur la randomisation. En effet, reprenant les mots de Favereau au sujet des travaux d'« évaluation » du J-Pal<sup>10</sup>, « *se contenter de la moyenne des effets du traitement, c'est supposer que la moyenne est représentative. C'est donc aussi supposer que l'impact est le même pour tous les individus, ou encore que les effets sont transférables d'un individu à un autre* » (Favereau, 2014 : 158). Par ailleurs, cela revient à confondre la « preuve » et le « chiffre » (Jatteau, 2016). Or, une preuve n'existe pas en tant que telle. Un objet cognitif acquiert ce statut au travers d'une opération de jugement basée sur la synthèse des données collectées, sur une compréhension fine de la politique et de sa dynamique institutionnelle et sur une logique argumentative travaillée. L'évaluation se base sur un faisceau de preuves qui ne peuvent être réduites à un chiffre. Comme le soulignent bien Hallépée et Guédon, « *les chiffres sont comme les gens. Si on les torture assez, on peut leur faire dire n'importe quoi* » (Hallépée et Guédon, 2013 : 3). Ainsi, c'est bien l'usage du chiffre et non le chiffre lui-même qui pose problème ici, comme l'avait déjà souligné Alfred Sauvy en 1965, « *ce n'est pas l'instrument qu'il faut incriminer, mais celui qui s'en sert ; un marteau peut servir à enfoncer des clous, mais aussi à défoncer un crâne. Jamais encore un juge d'instruction n'a traduit un marteau en cours d'assises* » (Sauvy, 1971 (1965) : 35).
- 10 Les chiffres ne parlent pas d'eux-mêmes, ils parlent si on les associe à une définition et corolairement à leur mode de construction (Desrosière, 2008 : chapitre 1). Or, avec les « évaluations d'impacts », ces éléments sont peu explicités, rendant difficile leur interprétation. Celles-ci débouchent sur une description et non sur une compréhension des impacts identifiés. En effet, si ces évaluations produisent des données quantifiées, elles n'expliquent pas comment les effets de la politique se sont produits. On peut penser ici à la démultiplication des évaluations microéconomiques des 35 heures (Jugnot, 2013) qui quantifient le nombre d'emplois créés, mais peinent à expliquer les mécanismes par lesquels ces créations ont été obtenues – ou les effets de bouclages macroéconomiques – en s'appuyant sur des hypothèses normatives souvent invisibilisées.
- 11 Par ailleurs, le risque de développer exclusivement de telles évaluations est d'aboutir sur la négation du caractère systémique des objets évalués et des effets mesurés. Une évaluation peut révéler qu'une politique de zone franche urbaine génère un gain d'emplois pour lequel le coût des emplois créés semble élevé, comparativement à

d'autres dispositifs. Limiter l'analyse à la mise au regard de l'emploi crée avec son coût amène, par exemple, à occulter les dimensions non quantifiables des effets produits de la politique, en termes par exemple de redynamisation du quartier, de liens sociaux, de bien-être, etc. (Offredi et Laffut, 2013). Elle amène aussi à mettre de côté que l'emploi créé peut être de mauvaise qualité et peu adapté aux personnes. Ainsi, les objets « mesurés » sont réifiés au sein de telles approches. Par exemple, l'indicateur du chômage va être considéré comme une donnée naturelle et non comme le fruit de conventions, sociopolitiques et d'équivalence, assises sur des « *formes de justification* » situées dans le temps et l'espace (Desrosières et Thévenot, 1992 : 53). Ces « *formes de justification* » impliquent des « *opérations de jugement* » (Desrosières, 2001 : 121) dans le processus même de quantification, ayant pour conséquences que toute opération de quantification a une dimension axiologique, dont il faudrait idéalement s'attacher à rendre compte au sein même du processus d'évaluation.

- 12 La scientificité dont se parent les « évaluations » d'impacts se traduit par l'évacuation du questionnement sur la dimension politique, éthique et territoriale de ce qui est évalué. Elle laisse à penser qu'un point de vue « objectif » en termes d'évaluation est atteignable. Sortir de l'équation renvoyant la scientificité d'une démarche à son usage de la quantification amène à rechercher l'objectivation de la politique (Héran, 1984) plutôt que l'objectivité. Remplacer la question de l'objectivité par celle de l'objectivation amène à pointer le fait que la réalité n'est pas connaissable en dehors des catégories à l'aune desquelles on l'appréhende, sans dénier pour autant toute existence à une réalité. Elle nous conduit à souligner l'importance du croisement des regards et des disciplines pour construire des évaluations compréhensives.

## 2. L'évaluation : à la croisée des regards, des disciplines et des méthodes

- 13 L'évaluation suppose que soient mis en exergue les mécanismes sous-tendant les effets de la politique publique. Une approche compréhensive des politiques doit reposer alors sur : un croisement des méthodes ; une approche pluraliste de l'évaluation (Delahais et Devaux-Spatarakis, 2018).

### 2.1. Croiser « des chiffres et des lettres »

- 14 L'évaluation suppose d'apporter les preuves des changements suscités par la politique évaluée. Or, aujourd'hui ce qui est considéré comme une preuve est restreint au registre technoscientifique du chiffre. L'effacement de l'opération du jugement évaluatif derrière ces « preuves » chiffrées témoigne de l'occultation de la dimension conventionnelle de toute opération de quantification. Ce point renvoie lui-même à une discussion sur la dimension construite de nos modes d'appréhension du « réel ». Les indicateurs n'existent que dans un cadre conceptuel sous-tendu par une représentation plus ou plus consensuelle de la réalité. C'est pourquoi nous soutenons à la suite de Desrosières une épistémologie renvoyant à une forme de « constructivisme modéré » consistant dans le remplacement de la question de l'objectivité par celle de l'objectivation. Ce changement de posture marque une requalification du rapport entre la réalité et la statistique : la statistique n'est plus conçue comme un objet de vérité devant permettre de refléter fidèlement la réalité, mais comme une construction

sociale porteuse de sens servant à objectiver certains phénomènes sociaux qui sont reconnus par les individus comme des « *descriptions objectives et pérennes dans le temps* » (Sibille, 2010 : 155).

- 15 Ainsi, à la suite de Desrosières, nous soulignons que toute opération de quantification suppose de « convenir » pour ensuite mesurer (Desrosières, 2008). Une évaluation utile ne peut être pensée sans interprétation du phénomène considéré et sans un processus réflexif impliquant les différents acteurs concernés. Des lettres pour penser la rhétorique sociale. Des chiffres pour nourrir la rhétorique statistique. Le croisement des deux étant au cœur de la démarche d'évaluation. Le contenu de ces rhétoriques n'est pas neutre : ce qui interroge la place donnée aux savoirs des acteurs au-delà de la rationalisation stricte de l'action. Les modalités d'articulation des savoirs ne le sont pas plus : la construction des indicateurs renvoie à des conventions d'équivalence ; tout savoir reposant sur des interprétations qualitatives et protéiformes des phénomènes étudiés.
- 16 Impossible, selon nous, de bien user du « chiffre » sans approche explicitement qualitative et sans poser un cadre d'évaluation adapté à la politique étudiée. Dit autrement, il ne faut pas prendre le « chiffre » sans « lettres ».

## 2.2. Pour un dialogue pluraliste

- 17 La question du pluralisme de l'évaluation n'est pas neuve. Elle émerge, en France, au moment du développement de l'évaluation dans les années 1990. L'idée d'une évaluation pluraliste, portée par des figures de proue de l'évaluation comme Patrick Viveret ou Bernard Perret, a depuis lors fait son chemin et a notamment imprégné la structuration professionnelle des cabinets d'évaluation (Matyjasik, 2010). Toutefois, cette historicité de l'évaluation pluraliste et le bien-fondé d'une telle position, visant à articuler le scientifique et le politique, tend à être battue en brèche par une partie des nouveaux évaluateurs, immergés dans le champ de l'économie standard. Pourtant l'approfondissement d'un tel pluralisme s'avérerait nécessaire pour prendre en compte et expliquer les effets socio-environnementaux d'une politique, mais aussi pour l'intégration des parties prenantes dans la définition de ce qui compte.
- 18 Cette évaluation pluraliste, telle qu'elle s'est développée en France recouvre une double réalité. Tout d'abord, elle suppose que soit associés les acteurs impliqués dans la politique évaluée (Baron et Monnier, 2003), afin de croiser les regards dans le but d'en apprécier sa valeur et d'aider les décideurs. Ensuite, l'évaluation pluraliste renvoie à l'association de plusieurs disciplines au sein d'une même démarche analytique, qui s'avère féconde en plus d'être, pour reprendre les mots d'Agnès Labrousse « *source de rigueur et de découvertes scientifiques* » (Labrousse, 2017 : 41-54). Le contenu de la démarche d'évaluation construite sera alors fonction de l'objet évalué et de la commande. Une telle démarche nécessitera que les chercheurs issus de différentes disciplines s'accordent sur un langage commun et se coordonnent du point de vue méthodologique pour arriver à livrer des conclusions articulant la diversité des points de vue et des méthodes.
- 19 Le pluralisme de l'évaluation va, dans une certaine mesure, amener à renoncer à une forme de standardisation des processus d'évaluation, pour concevoir des dispositifs spécifiques en fonction de l'objet appréhendé. Le risque des modèles d'évaluation prêt à l'emploi est de passer à côté de ce qui fait la « valeur » de la politique. Or, estimer une

telle valeur nécessiterait d'aller encore plus loin dans le pluralisme pour aboutir à des « jugements partagés » par les parties prenantes. Continuer sur le chemin d'une évaluation pluraliste suppose d'envisager l'ouverture de la discussion sur les critères déontiques, éthiques et non éthiques au cœur du référentiel d'évaluation de la politique et donc de ne pas en rester à la définition axiologique inscrite dans la politique. En effet, peut-on laisser les parties prenantes sans prise sur le cadre évaluatif ? L'exemple grenoblois de l'évaluation de la politique du Plan Logement Habitat témoigne de l'écart existant entre le cadre évaluatif construit par des citoyens du conseil de développement et les cadres habituellement usités. Un mouvement de réflexion sur l'évaluation est à l'œuvre aujourd'hui dans plusieurs Conseil économique, sociale, environnementale régionale (CESER), eu égard aux nouvelles prérogatives qui leur incombent suite à la loi NOTRE<sup>11</sup>. Beaucoup y voient l'occasion, à rebrousse-poil des mesures d'impact, de promouvoir une « autre » évaluation, basée sur des référentiels élargis aux enjeux sociaux et environnementaux actuels et partagés.

### 3. Conclusion : des chiffres et des lettres au service d'une évaluation compréhensive

- 20 Si l'on considère que l'évaluation est une démarche analytique collective destinée à identifier et comprendre les changements suscités par une politique publique, l'évaluation ne peut se contenter de mesurer les coûts et les effets des politiques.
- 21 Ainsi conçue, l'évaluation constitue un vaste domaine dont les frontières sont floues, où l'analyse gagne en rigueur et pertinence à mobiliser les sciences sociales dans leur pluralité. Sur la base de ces considérations, l'évaluation est à apprécier comme une démarche d'intelligence collective plus que comme une technique de mesure et elle ne peut ni se réduire ni se dissoudre dans le quantitatif. Elle devient un lieu de débats entre les sciences sociales et entre les acteurs. Si le risque de toute évaluation est l'imposition par les experts sous couvert de scientificité de leur propre posture normative, l'association des regards disciplinaires variés et de la pluralité des points de vue des acteurs constitue une manière de « mieux évaluer » – si l'on revient à l'étymologie du terme – c'est-à-dire de mieux mettre au jour les valeurs d'une politique publique.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Bablet M., Langenhagen (de) F., Fabry J., Morel J., 2014, *Refondation de la politique de l'éducation prioritaire. Rapport final d'évaluation*, Ministère de l'Éducation nationale, [https://www.modernisation.gouv.fr/sites/default/files/epp/epp\\_education-prioritaire\\_rapport-final.pdf](https://www.modernisation.gouv.fr/sites/default/files/epp/epp_education-prioritaire_rapport-final.pdf), consulté le 24/10/2018.



- Barlet M., Blanchet D., Le Barbanchon T., 2010, « Microsimulation et modèles d'agents : une approche alternative pour l'évaluation des politiques d'emploi », *Économie et Statistique*, n° 429-430, p. 51-76.
- Baron G., Monnier E., 2003, « Une approche pluraliste et participative : Coproduire l'évaluation avec la société civile », *Revue des Informations sociales*. Caisse nationale d'allocations familiales, Paris, p. 120-129.
- Behaghel L., Chaisemartin (de) C., Charpentier A., Gurgand M., 2013, *Les effets de l'internat d'excellence de Sourdu sur les élèves bénéficiaires : résultats d'une expérience contrôlée*, Ministère des Sports, de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative, [http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr/IMG/pdf/Evaluation\\_HAP-01\\_Sourdu\\_EEP.pdf](http://www.experimentation.jeunes.gouv.fr/IMG/pdf/Evaluation_HAP-01_Sourdu_EEP.pdf), consulté le 29/10/2014.
- Benzarti Y., Carloni D., 2018, « Qui a bénéficié de la baisse de la TVA dans la restauration en 2009 ? », *Les notes de l'IPP*, n° 32, Institut des Politiques Publiques, <https://www.ipp.eu/wp-content/uploads/2018/05/n32-notesIPP-mai2018.pdf>, consulté le 24/10/2018.
- Bourdin A., 2010, « La ville se dit par évaluations », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol.1-2, n° 128-129, p. 117-134.
- Delahais T., Devaux-Spatarakis A., 2018, « Évaluation des politiques publiques et sociologie : état des lieux d'une relation distanciée », *Sociologies pratiques*, 1, n° 36, p. 47-56.
- Deleau M., Nicohe J.-P., Penz P., Poincard R., 1985, *Évaluer les politiques publiques : méthodes, déontologie, organisations*, Commissariat général du Plan, Rapport du groupe de travail « Méthodes d'évaluation des politiques publiques », Paris, La Documentation française.
- Desrosières A., 2001, « Entre réalisme métrologique et conventions d'équivalence : les ambiguïtés de la sociologie quantitative », *Genèses*, vol. 2, n° 42, p. 112-127.
- Desrosières A., 2008, *L'argument statistique I*, Paris, Presses de l'École des mines.
- Desrosières A., Thévenot L., 1992, *Les catégories socio-professionnelles*, Paris, La Découverte.
- Dewey J., 2008, « La théorie de la valuation », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 15, <http://journals.openedition.org/traces/833>, consulté le 24/10/2018.
- Hallépée D., Guédon J.-F., 2013, *Nombres en folie. Les divagations du mathématicien fou*, Les écrivains de Fondcombe, Coll. Culture.
- Héran F., 1984, « L'assise statistique de la sociologie », *Économie et statistique*, n° 168, juillet-août, p. 25-34.
- Jatteau A., 2016, *Faire preuve par le chiffre ? Le cas des expérimentations aléatoires en économie*, Thèse de doctorat, Économie, Paris Saclay.
- Jugnot S., « L'évaluation sous tension : l'exemple des effets sur l'emploi des "35 heures" », *La Revue de l'Ires*, vol. 2, n° 77, p. 39-78.
- Labrousse A., 2017, « Le pluralisme, source de rigueur et de découvertes scientifiques » in Coriat B., Coutrot T., Eydous A., Labrousse A., Orléan A. (dir.), *Misère du scientisme en économie. À propos de l'affaire Cahuc et Zylberberg*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, Détox, p. 44-54.
- Maffesoli M., 1985, *La connaissance ordinaire : précis de sociologie compréhensive*, Paris, Librairie des Méridiens.
- Matyjasik N., 2010, *L'évaluation des politiques publiques dans une France décentralisée. Institutions, marché et professionnels*, Thèse en science politique, Université de Bordeaux.

- Offredi Cl., Laffut M., 2013, « Le bien-être peut-il être un critère d'évaluation de l'action publique », *Revue française d'administration publique*, n° 148, p. 1003-1016.
- Perret B., 2014 (3<sup>e</sup> édition), *L'évaluation des politiques publiques*, Paris, La Découverte, Repères.
- Perret B., 2016, « L'évaluation des politiques publiques », *Regards croisés sur l'économie*, vol. 1, n° 18, p. 45-57.
- Sauvy A., 1971 (1965), *Mythologie de notre temps*, Paris, Payot, 1967.
- Sibille B., 2010, « Voir l'Europe pour la faire. Un Système d'informations géographiques dans la "gouvernance" européenne », in Guiraudon V. (dir.), *Les effets de l'eupéanisation des politiques d'immigration*, Paris, L'Harmattan, p. 147-172.
- Viveret P., 1989, *L'évaluation des politiques et des actions publiques*, Rapport au Premier ministre, Paris, La Documentation française.

## NOTES

1. Cette territorialisation peut correspondre à plusieurs processus : la décentralisation, c'est-à-dire la prise en charge croissante des politiques par les collectivités infranationales ; l'adaptation des politiques à des contextes locaux ; la désectorisation comme l'insertion du développement agricole dans le développement rural ; le soutien de territoires de projets, dont les frontières s'établissent selon l'objet développé.
2. À l'échelle nationale, cette controverse autour des mesures d'impacts s'est traduite par une tribune signée par des universitaires dans *Libération* soulignant les effets délétères d'une réduction de l'évaluation aux méthodes randomisées : [https://www.liberation.fr/debats/2018/06/20/politiques-publiques-vers-une-evaluation-bien-trop-aleatoire\\_1660716](https://www.liberation.fr/debats/2018/06/20/politiques-publiques-vers-une-evaluation-bien-trop-aleatoire_1660716).
3. Inspirée de la pensée weberienne, compréhensive est à entendre ici comme une approche de l'évaluation assise sur une rationalité élargie et sur un savoir situé, socialisé en rupture avec le positivisme.
4. Ce développement est au cœur d'une récente publication de France Stratégie (2018) : <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-dt-impact-politiques-publiques-decembre-2018.pdf>.
5. C'est par cette définition que s'ouvrent de nombreux articles, communication et ouvrage (Perret, 2014) dédiés à l'évaluation. Décret n° 98-1048.
6. Décret n° 90-82 du 22 janvier 1990 relatif à l'évaluation des politiques publiques, JORF n° 20 du 24 janvier 1990 p. 952.
7. Décret n° 98-1048 du 18 novembre 1998 relatif à l'évaluation des politiques publiques, Abrogé par Décret n° 2008-663 du 4 juillet 2008 – art. 1.
8. JORF n° 36 du 12 février 1999 p. 2239.
9. Étoilée signifiant ici bien classée parmi les liste des revues reconnues par le monde académique.
10. Le J-PAL se présente comme un laboratoire d'action contre la pauvreté. Ce réseau de chercheurs s'appuie sur des « évaluations » d'impact. <https://www.povertyactionlab.org/>.
11. La loi Notre du 7 août 2015 confie au CESER la mission « d'informer le Conseil régional sur les enjeux et conséquences économiques, sociaux et environnementaux des politiques régionales, de participer aux consultations organisées à l'échelle régionale, ainsi que de contribuer à des évaluations et à un suivi des politiques régionales. » (article 32).

---

## RÉSUMÉS

Le recours aux indicateurs transforme les manières de concevoir et de mettre en œuvre les pratiques évaluatives au cœur des politiques publiques, notamment territoriales. À cette échelle, l'évaluation est de plus en plus centrée sur la mesure d'impacts. Or cette dernière, s'écarte des formes pluralistes de l'évaluation qui, inscrites dans une perspective compréhensive, se nourrissent de chiffres et de lettres. L'article interroge chacune de ces manières de faire de « l'évaluation ».

The use of indicators transforms the design and the implementation of evaluative practices at the heart of territorial policies. Evaluation is increasingly focusing on the measurement of impacts. But the latter diverge from pluralistic forms of evaluation which are characterized by a comprehensive perspective including numbers and letters. This paper questions each of these ways of evaluating.

## INDEX

**Keywords :** evaluation, pluralism, impact, measure, urban policies

**Mots-clés :** évaluation, pluralisme, impact, mesure, politiques territoriales

## AUTEURS

### ANNE LE ROY

Anne Le Roy est maître de conférences en économie au CREG (Université Grenoble Alpes) ses recherches se concentrent sur la place et le rôle du chiffre dans l'analyse et l'évaluation des politiques publiques.

Centre de recherche en économie de Grenoble – CREG – Université Grenoble Alpes, EA 4625  
anne.leroy@univ-grenoble-alpes.fr

### FIONA OTTAVIANI

Fiona Ottaviani est enseignante-chercheuse en économie et elle est membre de la chaire Paix économique, ses travaux portent sur le développement des territoires et les méthodes de construction et l'usage des indicateurs dans le cadre de l'action publique.

Grenoble École de Management, Université Grenoble Alpes ComUE, chaire Paix économique, Mindfulness et bien-être au travail, AFMO, HOS

Associée au Centre de recherche en économie de Grenoble – CREG – Université Grenoble Alpes,  
fiona.ottaviani@grenoble-em.com